



Société anonyme au capital de 48 981 748,50 euros
Siège social : 7, place René Clair - 92100 Boulogne Billancourt - France
Immatriculation : R.C.S. Nanterre B552 025 314 A.P.E. 4211Z
Exercice social du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012

Etats financiers consolidés du groupe Colas

Au 31 décembre 2012

Bilan consolidé au 31 décembre

Compte de résultat consolidé de l'exercice

Etat des produits et charges comptabilisés

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice

Annexe aux états financiers consolidés

Bilan consolidé au 31 décembre

En millions d'euros	Notes	2012	2011
Immobilisations corporelles	3.2	2 456	2 524
Immobilisations incorporelles	3.3	107	90
Goodwill	3.3	480	450
Entités associées	3.4	456	437
Autres actifs financiers non courants	3.5	204	225
Impôts différés	3.6	157	155
Actifs non courants		3 860	3 881
Stocks	4.1	608	602
Clients	4.1	2 857	2 826
Actifs d'impôts (exigibles)	4.1	29	15
Autres créances et paiements d'avance	4.1	515	467
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2	435	446
Instruments financiers	17	21	18
Actifs courants		4 465	4 374
Actifs disponibles à la vente ou activités en cours de cession		-	-
Total des actifs		8 325	8 255
Capital social et primes		384	384
Résultats accumulés		1 763	1 713
Réserve de conversion		55	61
Résultat de l'exercice		302	336
Capitaux propres (part du Groupe)		2 504	2 494
Intérêts minoritaires		40	34
Capitaux propres	5	2 544	2 528
Dettes financières non courantes	8	258	242
Provisions non courantes	6.1	818	750
Impôts différés et dettes fiscales non courantes	7	98	110
Passifs non courants		1 174	1 102
Avances et acomptes reçus		242	241
Dettes financières courantes	8	50	48
Impôts courants		44	87
Fournisseurs		2 060	2 128
Provisions courantes	6.2	265	300
Autres passifs courants	10	1 628	1 675
Concours bancaires et soldes créditeurs de banques		285	114
Instruments financiers	17	33	32
Passifs courants		4 607	4 625
Passifs disponibles à la vente ou activités en cours de cession		-	-
Total des capitaux propres et des passifs		8 325	8 255
Endettement financier net	9	(170)	28

Compte de résultat consolidé de l'exercice

en millions d'euros		2012	2011
Produit des activités ordinaires (1)	11/16	13 036	12 412
Achats consommés		(6 624)	(6 086)
Charges de personnel		(3 239)	(3 086)
Charges externes		(2 535)	(2 576)
Impôts et taxes		(171)	(158)
Dotations nettes aux amortissements		(457)	(461)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		(109)	(114)
Variations des stocks de production		(9)	31
Autres produits d'exploitation (2)	12	650	651
Autres charges d'exploitation	12	(136)	(147)
Résultat opérationnel courant	12/16	406	466
Autres produits opérationnels	12		
Autres charges opérationnelles	12		
Résultat opérationnel		406	466
Produits financiers		20	22
Charges financières		(44)	(46)
Coût de l'endettement financier net	13	(24)	(24)
Autres produits financiers	13	12	18
Autres charges financières	13	(6)	(15)
Charge d'impôt sur le résultat	14	(137)	(163)
Résultat des entreprises associées		59	59
Résultat net		310	341
Résultat net part des Intérêts minoritaires		8	5
Résultat net part du Groupe		302	336
Résultat par action (en euros)	15	9,23	10,28
Résultat dilué par action (en euros)	15	9,23	10,28
(1) dont part réalisée à l'international (export inclus)		5 673	5 162
(2) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées		140	107

Etat des produits et charges comptabilisés

en millions d'euros	2012	2011
Résultat net de la période	310	341
Eléments non recyclables en résultat net		
Gains (pertes) actuariels sur avantages du personnel (1)	(48)	15
Impôts sur opérations non recyclables en résultat net	14	(7)
Eléments recyclables en résultat net		
Variations des écarts de conversion sur sociétés contrôlées	(5)	15
Variation nette sur juste valeur des instruments financiers	4	(6)
Impôts sur opérations recyclables en résultat net	(1)	2
Quote-part des entités associées	(1)	5
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	(37)	24
Produits et charges nets comptabilisés	273	365
Dont part du Groupe	261	361
Dont part des Intérêts minoritaires	12	4

(1) montant des gains (pertes) actuariels non comptabilisés imputés sur les capitaux propres selon option permise par IAS 19 révisée.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en millions d'euros	Capital social et primes	Résultats accumulés	Réserve de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
31 décembre 2010	380	1 704	37	224	2 345	30	2 375
Augmentation du capital	4				4		4
Affectation du résultat n-1		224		(224)			
Distribution		(206)			(206)	(3)	(209)
Autres opérations avec les actionnaires		(13)	3		(10)	1	(9)
Résultat net de l'exercice				336	336	5	341
Produits et charges comptabilisés		4	21		25	(1)	24
Résultat net et produits et charges comptabilisés		4	21	336	361	4	365
Changements de périmètre						2	2
31 décembre 2011	384	1 713	61	336	2 494	34	2 528
Augmentation du capital							
Affectation du résultat n-1		336		(336)			
Distribution		(237)			(237)	(4)	(241)
Autres opérations avec les actionnaires							
Résultat net de l'exercice				302	302	8	310
Produits et charges comptabilisés (1)		(35)	(6)		(41)	4	(37)
Résultat net et produits et charges comptabilisés		(35)	(6)	302	261	12	273
Changement de méthode comptable (2)		(14)			(14)		(14)
Changements de périmètre						(2)	(2)
31 décembre 2012	384	1 763	55	302	2 504	40	2 544

(1) Détail des produits et charges comptabilisés

Variations de change	(6)	(6)
Variations de juste valeur des instruments financiers	(1)	5
Ecarts actuariels sur avantages au personnel	(48)	(48)
Impôts différés sur ces opérations	14	(1)
Total des produits et charges comptabilisés	(41)	(37)

(2) 1^{ère} application de la norme IAS 19 révisée

Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice

	2012	2011
En millions d'euros		
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	310	341
Ajustements pour :		
Quote-part de résultat des entités associées	(59)	(59)
Dividendes reçus d'entités associées	53	52
Dividendes des sociétés non consolidées	(4)	(3)
Amortissements, dépréciations et provisions non courantes	455	466
Plus et moins-values de cession d'actifs	(32)	(69)
Sous/total	723	728
Coût de l'endettement financier net	24	24
Charge d'impôt de l'exercice	137	163
Capacité d'autofinancement	884	915
Impôts sur résultat payés	(181)	(96)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	(153)	(41)
Trésorerie provenant de l'activité (a)	550	778
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(414)	(538)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	69	124
Dette nette sur immobilisations corporelles et incorporelles	(60)	21
Sous/total	(405)	(393)
Acquisitions et cessions de titres de participation:		
Prix d'acquisition des titres	(62)	(87)
Prix de cession de titres	3	5
Dette nette sur achats et cessions de titres	(27)	35
Trésorerie acquise	11	2
Sous/total	(75)	(45)
Autres flux liés aux opérations d'investissements :		
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	4	3
Variation des autres immobilisations financières	1	4
Sous/total	5	7
Trésorerie affectée aux investissements (b)	(475)	(431)
Variation des capitaux propres Groupe		4
Variation des capitaux minoritaires		(7)
Rachat de titres aux intérêts minoritaires		(7)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(237)	(206)
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(4)	(3)
Variation des dettes financières	8	20
Coût de l'endettement financier net	(24)	(24)
Autres flux liés aux opérations de financement		
Trésorerie résultant du financement (c)	(257)	(216)
Variations de change (d)		(1)
Variation de la trésorerie (a+b+c+d)	(182)	130
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	332	202
Trésorerie à la clôture de l'exercice (voir note 9)	150	332

Annexe aux états financiers consolidés

Sommaire

Notes

- Informations générales sur l'entreprise**
- 1 Normes comptables**
- 2 Principes et méthodes comptables**
- 3 Actifs non courants**
- 4 Actifs courants**
- 5 Informations sur les capitaux propres**
- 6 Provisions non courantes et courantes**
- 7 Impôts différés et dettes fiscales long terme**
- 8 Dettes financières non courantes et courantes**
- 9 Variation de l'endettement net**
- 10 Autres passifs courants**
- 11 Produits des activités ordinaires**
- 12 Résultat opérationnel**
- 13 Coût de l'endettement net, autres produits et charges financiers**
- 14 Charge d'impôt sur le résultat**
- 15 Résultat et dividende par action**
- 16 Information par secteurs opérationnels**
- 17 Instruments financiers**
- 18 Engagements hors bilan et informations sur les contrats de location financement**
- 19 Effectifs, avantages au personnel**
- 20 Informations sur les parties liées**
- 21 Honoraires des commissaires aux comptes**
- 22 Principaux taux de conversion**
- 23 Périmètre de consolidation**

Sauf mention particulière, les chiffres présentés sont exprimés en millions d'euros (M€)

Annexe aux états financiers consolidés

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ENTREPRISE

Le 22 février 2013, le Conseil d'administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Ces états peuvent encore être modifiés par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Colas est une société anonyme immatriculée en France (R.C.S. Nanterre B552 025 314)

Siège social de Colas : 7 place René Clair à Boulogne-Billancourt (France).

Ces états financiers sont présentés en euros (arrondis au million), devise dans laquelle est traitée la majeure partie des opérations.

Description des activités du Groupe

Colas est un leader mondial de la construction et de l'entretien des infrastructures de transport

Les activités routières représentent 82% de l'activité totale de Colas. Elles comprennent :

- la construction et l'entretien de routes, autoroutes, pistes d'aéroport, plateformes portuaires, industrielles et logistiques, aménagements urbains, voies de transports en commun en site propre (tramways), aires de loisirs, pistes cyclables...
- Une activité de génie civil (petits et grands ouvrages) ainsi qu'une activité de bâtiment (construction neuve, réhabilitation et démolition/déconstruction), dans certaines régions, viennent compléter l'activité des filiales routières.
- en amont de la construction, une importante activité industrielle de production et recyclage de matériaux de construction (granulats, émulsions et liants, enrobés, béton prêt à l'emploi, bitume), à partir d'un réseau international dense de carrières, usines d'émulsion, centrales d'enrobage et centrales à béton, et deux usines de production de bitume.

Colas exerce également des activités de spécialités pour la plupart complémentaires aux activités routières qui représentent 18% de l'activité totale de Colas.

- Sécurité signalisation routières, gestion de trafic, fabrication, pose et maintenance d'équipements de sécurité
- Pipeline
- Réalisation de Travaux d'Étanchéité, enveloppe de bâtiment, bardage et couverture, production et commercialisation de membranes d'étanchéité
- Ferroviaire (conception et ingénierie, construction, renouvellement et entretien d'infrastructures)
- Vente de produits raffinés issus du pétrole autres que bitume (huiles de base, paraffine, et fuels).

Colas est aussi concessionnaire d'infrastructures ou gestionnaire d'infrastructures (PPP), notamment autoroutières mais aussi de voiries urbaines ou de transport en commun urbain.

Faits significatifs de l'exercice

Un chiffre d'affaires en croissance de 5 % en 2012, et de 3% à périmètre et change constants, compte tenu notamment d'un effet de change positif de 249 millions d'euros,

Un résultat opérationnel de 406 millions d'euros, contre 466 millions d'euros en 2011, avec

- une bonne résistance de la rentabilité de l'activité routière en France métropolitaine, malgré des conditions climatiques défavorables au premier semestre,
- une amélioration du résultat en Europe centrale, qui est à l'équilibre, conformément aux objectifs,
- une perte dans l'activité de vente de produits raffinés, la hausse du prix du pétrole brut utilisé comme matière première n'ayant pu être totalement répercutée dans le prix de vente de certains produits, dans un marché du raffinage en crise,
- une baisse de rentabilité en Amérique du Nord, notamment aux Etats-Unis,

Un résultat net part du Groupe de 302 millions d'euros en 2012 (336 millions d'euros à fin 2011),

D'importants succès commerciaux :

- le contrat de partenariat public-privé pour le futur contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier, d'une durée de 25 ans, signé en juin 2012 par le groupement dont les filiales Colas Rail et Colas Midi-Méditerranée sont membres,
- le contrat d'extension de la ligne 1 du métro d'Alger, remporté en groupement par Colas Rail,
- le contrat de rénovation et d'entretien des voiries principales du centre de Londres pour une durée de 8 ans, remporté en groupement par Colas Ltd,

La poursuite d'une croissance externe ciblée : acquisition de la société Pullman Rail Ltd (maintenance et réparation de matériel ferroviaire) au Royaume-Uni, des actifs du Groupe Rambaud (matériaux de construction) dans l'Ouest de la France, de la société Aguilar (enveloppe du bâtiment) au Chili, de 50 % de la société Dust-A-Side (services aux entreprises minières) en Afrique du Sud, et de 50 % des sociétés du Groupe HCM (matériaux de construction) en Nouvelle-Calédonie,

Le lancement d'une nouvelle organisation de l'activité routière en France métropolitaine (sept filiales régionales sous une marque unique, Colas), opérationnelle à compter du 1er janvier 2013.

Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 décembre 2012

Néant

Note 1. Normes comptables

Au 31 décembre 2012, le groupe a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2011 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2012 et de l'application anticipée de l'amendement de la norme IAS 19 ; ces changements n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes.

Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire ou applicables par anticipation au 1^{er} janvier 2012 :

Amendement IFRS 7 : informations à fournir sur les transferts d'actifs (norme obligatoire au 1^{er} janvier 2012). Cet amendement ne modifie pas les modalités actuelles de comptabilisation des opérations de titrisation mais précise les informations devant être publiées.

Amendement IAS 1 : présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI).

L'amendement IAS 1, bien que non adopté par l'Europe au 31 décembre 2011, avait été appliqué par anticipation au 1^{er} janvier 2011 par le Groupe dans la mesure où il n'entraîne pas de contradiction avec des textes déjà adoptés. Il est entré en vigueur au sein de l'Union européenne le 6 juin 2012 et il est d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013.

Amendement IAS 19 : avantages du personnel (norme publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 6 juin 2012 et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013 avec application anticipée autorisée au 1^{er} janvier 2012). Cette norme est appliquée de manière anticipée dans les comptes consolidés de l'exercice 2012. Dans la mesure où le Groupe comptabilise déjà en capitaux propres les écarts actuariels relatifs aux avantages du personnel pour les régimes à prestations définies, l'application de ce changement de méthode aurait eu un impact non significatif sur la situation nette et le résultat net de l'exercice 2011. L'impact en capitaux propres de (14) millions d'euros (nets d'impôts différés actifs) correspond principalement à l'effet d'une modification de régime de retraite intervenue en 2005, net de la part ayant fait l'objet depuis d'un étalement par résultat selon la norme IAS 19 précédemment appliquée.

Normes adoptées le 29 décembre 2012 et d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013 :

Amendements d'IAS 12 : Impôts sur le résultat – Impôt différé : recouvrement des actifs sous-jacents,
Amendements d'IFRS 1 : Première application des normes internationales d'information financières – Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les premiers adoptants,
IFRS 13 : Évaluation de la juste valeur.

Ces normes seront sans incidence sur les comptes du Groupe.

Normes adoptées le 29 décembre 2012 et applicables de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014 :

IFRS 10 : États financiers consolidés,
IFRS 11 : Partenariats,
IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités,
IAS 27 : États financiers individuels (version modifiée en 2011),
IAS 28 : Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (version modifiée en 2011)
L'impact de ces normes, qui n'ont pas été anticipées par le Groupe au 1^{er} janvier 2013, est en cours d'évaluation.

Principales autres normes, amendements et interprétations essentielles publiées par l'IASB, non encore approuvés par l'Union européenne.

L'IASB a publié les principales normes et amendements suivants avant le 31 décembre 2012, qui ne sont pas encore entrés en vigueur (application probable 1^{er} janvier 2015).

IFRS 9 : instruments financiers classification et évaluations des actifs et passifs financiers.
L'impact de cette norme n'est pas estimable à ce jour.

Choix comptables / estimations dans l'évaluation de certains Actifs / Passifs / Produits et Charges :

Afin de préparer les états financiers consolidés conformément aux normes et interprétations, des estimations et des hypothèses ont parfois été faites ; elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel : l'appréciation des tests de dépréciation des goodwill, des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière...), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, des impôts différés actif, et des provisions...

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, à un autre évènement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugements pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents, et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

Note 2. Principes et méthodes comptables

Les états financiers ont été établis en conformité avec les normes financières internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Ces états ont été réalisés sur la base du coût historique à l'exception de l'évaluation de certains instruments financiers et des éléments acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

METHODES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Colas (la société) et de ses filiales arrêtés au 31 décembre de chaque année. Pour ces filiales, le contrôle est avéré lorsque la société a le pouvoir de diriger les politiques opérationnelle et financière de la filiale contrôlée afin d'obtenir les avantages de ses activités.

Les actifs et passifs des filiales acquises sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la juste valeur de l'actif net acquis, l'excédent est comptabilisé en Goodwill. Si le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur identifiée de l'actif net acquis, l'écart (i.e. Badwill) est comptabilisé en produit de l'exercice.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle cesse d'être exercé.

Lorsque nécessaire, les états financiers des filiales sont retraités de façon à rendre les méthodes comptables utilisées homogènes avec celles utilisées par le Groupe.

Toutes les créances, dettes, produits et charges intra groupe sont éliminés en consolidation.

Participations dans des coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint.

Les actifs, passifs, produits et charges des coentreprises (sociétés contrôlées conjointement avec d'autres associés) sont comptabilisés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Participations dans des sociétés associées

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable.

Les résultats, actifs et passifs des sociétés associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat à l'exception des emprunts en monnaies étrangères qui constituent une couverture de l'investissement net dans une entité étrangère.

Conversion des états financiers

Les actifs et passifs des entités étrangères sont convertis sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice ; les comptes de résultat sont convertis au cours de change moyen de l'exercice qui donne une valeur approchée du cours à la date des transactions en l'absence de fluctuations significatives. La liste des principales parités de change utilisées figure en note 22.

Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en autres produits et charges comptabilisés et en capitaux propres sous la rubrique « réserve de conversion ».

Lors de la sortie d'une entité étrangère, les écarts de change cumulés sont comptabilisés dans le compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilité différentes, soit :

Constructions hors exploitation	20 à 40 ans
Constructions industrielles	10 à 20 ans
Installations techniques, matériels et outillages	5 à 15 ans
Autres immobilisations corporelles (Matériel de transport et de bureau)	3 à 10 ans

Les terrains ne sont pas amortis sauf s'il s'agit de terrains de gisement. Ces derniers sont alors amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée totale d'amortissement puisse excéder 40 ans.

Coûts d'emprunts

Lorsqu'une immobilisation exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisée ou vendue, les coûts d'emprunts directement attribuables à son acquisition ou sa construction sont incorporés dans le coût de cette immobilisation.

Contrats de location financement

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location financement sont inscrites à l'actif du bilan et amorties comme si la société en était propriétaire. La dette correspondante est inscrite au passif du bilan.

Immeubles de placement

Le Groupe n'a pas identifié d'immeubles de placement au sein de ses immobilisations.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable. Il est séparable et peut être loué, vendu, échangé de manière indépendante. Il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non. Il est sans substance physique.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées séparément du Goodwill, seulement si leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable lors de leur reconnaissance initiale.

Les frais de premier établissement et les frais de recherche sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Les frais de développement ne sont activés que si la recouvrabilité future des dépenses encourues peut raisonnablement être considérée comme certaine. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des ventes relatives au projet.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels, de brevets et de droits d'exploitation de carrières. Elles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Goodwill

Le Goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une société sur la juste valeur des actifs et passifs identifiables de cette société à la date d'acquisition.

Le Groupe a choisi la méthode du Goodwill partiel.

Le Goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul :

- des amortissements pratiqués antérieurement à la première application des IFRS,
- des pertes de valeur comptabilisées à partir du 1^{er} janvier 2004.

Autres actifs financiers

Titres de participations et autres titres

Il s'agit de titres non cotés ; ils figurent au bilan pour leur coût d'acquisition sous déduction des dépréciations estimées nécessaires (il n'y a pas d'écarts significatifs entre le coût d'acquisition et la juste valeur de ces titres).

Prêts

Les prêts accordés figurent au bilan pour leur valeur actualisée lorsque leur taux de rémunération s'écarte des conditions normales du marché (exemple : prêts sans intérêts consentis par les sociétés françaises dans le cadre de l'obligation légale de participation des employeurs à l'effort de construction).

Créances financières

Le contrat de concession pour la réhabilitation et l'entretien de la voirie de la ville de Portsmouth pendant une durée de 25 ans (Private Finance Initiative) est comptabilisé selon la méthode de la créance financière telle que préconisée par IFRIC 12.

Les travaux réalisés sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement définie par l'IAS 11.

La créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par l'IAS 39.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées à leur juste valeur.

Suivi de la valeur des actifs immobilisés

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif immobilisé est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de cet actif pourrait être supérieure à sa valeur recouvrable.

En ce qui concerne les actifs incorporels à durée de vie indéterminée et les Goodwill, une évaluation de la valeur d'utilité de ces actifs est réalisée systématiquement au moins une fois par an, et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Afin de déterminer la valeur d'utilité des actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants, ceux-ci sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent, ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

Les UGT du Groupe correspondent à son organisation opérationnelle.

Elles répondent aux conditions suivantes : unicité de Management, synergies dans les domaines des ressources humaines, des ressources en matériel, dans le domaine technique et le domaine des études travaux.

- UGT Route Métropole : regroupe l'activité routière en France métropolitaine
- UGT Spécialités (hors Rail): regroupe les activités de spécialités (Sécurité signalisation, Pipelines canalisations, Etanchéité).
- UGT Rail : regroupe l'activité ferroviaire.
- UGT Europe : regroupe l'activité routière dans les pays européens où le Groupe est implanté.
- UGT Amérique du Nord : regroupe l'activité routière aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada.
- UGT Reste du monde : regroupe l'activité en Afrique, dans l'Océan Indien, en Asie, en Australie, au Moyen-Orient et dans les départements et territoires français d'Outre-mer.

La valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés ; elle correspond à l'actualisation de flux futurs de trésorerie par le coût moyen pondéré du capital et incorpore une prime de risque économique. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir des prévisions établies par le management en charge de l'UGT, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'année N+1 et d'un plan à 3 ans pour les deux années suivantes.

ACTIFS COURANTS

Stocks

Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent.

Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du Premier Entré, Premier Sorti, ou selon la méthode du Coût Moyen Pondéré en fonction de la nature des stocks.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.

Créances clients et autres créances

Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non recouvrement.

Les créances clients incluent les "factures à établir" correspondant aux travaux mérités qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend la trésorerie en banque, en caisse ainsi que les dépôts et valeurs mobilières de placement ayant une échéance initiale de moins de trois mois. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur de marché. Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie comprend la trésorerie telle que définie ci-dessus, nette des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les actions propres éventuellement détenues sont imputées sur les capitaux propres consolidés. Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe est constaté.

PROVISIONS

Provisions non courantes

Ce sont les provisions non liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise. Elles comprennent pour l'essentiel :

Les avantages au personnel

Pensions :

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès des caisses de retraite ou fonds de pension indépendants (régimes à cotisations définies).

Il subsiste toutefois quelques régimes à prestations définies au Royaume-Uni, en Irlande et au Canada. A l'exception du régime de Colas Rail Ltd, ces régimes ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé il y a quelques années que ces fonds ne pouvaient plus accueillir de nouveaux cotisants. Ces régimes sont gérés par des fonds indépendants de la société.

Indemnités de départ en retraite :

Leur coût est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en autres produits et charges comptabilisés.

Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté :

Ces primes, dont la pratique dans la très grande majorité des sociétés du Groupe est permanente et systématique, font l'objet d'une provision. La méthode de calcul utilisée est une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et de l'espérance de vie par rapport aux tables de mortalité.

Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en résultat.

Les litiges et contentieux

Litiges et contentieux travaux :

Le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse ou de l'évaluation des travaux de réfection établie par les experts désignés par les tribunaux.

Risques sur contrôles fiscaux, contrôles charges sociales ou autres administrations :

Les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés ou font l'objet d'une provision lorsqu'ils sont contestés.

Les garanties données aux clients (long terme)

Elles représentent l'évaluation des travaux à réaliser au titre des garanties données lorsque la durée de la garantie excède la durée du cycle d'exploitation (1 à 2 ans), par exemple la garantie décennale relative à certains ouvrages.

Les coûts de remise en état des sites (long terme)

Le coût de remise en état des sites d'exploitation de carrières à l'expiration du gisement et/ou de l'autorisation d'exploitation fait l'objet d'une évaluation détaillée (coût de la main-d'œuvre, du matériel qui sera utilisé, des matériaux à mettre en œuvre, quote-part de frais généraux, ...). Seuls les coûts qui seront engagés au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice figurent dans cette rubrique.

Provisions courantes

Il s'agit des provisions liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise; les charges rattachées sont généralement réglées dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Elles comprennent pour l'essentiel :

Les provisions pour garanties données aux clients (durée un à deux ans maximum) :

Les provisions pour finitions constituées dans le cadre des garanties contractuelles font l'objet d'une appréciation individuelle chantier par chantier.

Les provisions pour frais de fin de chantier :

Il s'agit des frais de repli de chantier (nettoyage du chantier, repli du matériel). Ces frais font l'objet d'une appréciation individuelle qui est fonction de l'importance du chantier et de son éloignement par rapport aux bases permanentes.

Les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats :

Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent éventuellement en compte les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

Les coûts de remise en état des sites :

Il s'agit du coût des travaux de remise en état des sites après exploitation (principalement carrières) qui seront réalisés dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 37 relative aux passifs, une information relative aux provisions les plus significatives est fournie, dans la mesure où cette information ne peut porter préjudice au Groupe.

IMPOTS DIFFERES PASSIFS ET DETTES FISCALES LONG TERME

Les passifs d'impôts différés (ou IDP) représentent les montants d'impôts sur le résultat payables au cours d'exercices futurs au titre des différences temporelles imposables (sources d'imposition future). Tous les IDP sont comptabilisés, y compris ceux relatifs aux retraitements de consolidation.

La comptabilisation d'un IDP concerne toutes les différences temporelles générées par des participations dans des filiales, entreprises associées, coentreprises sauf si la société mère est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible (pas de projet de cession dans un avenir prévisible).

Lorsqu'il existe une probabilité de cession des titres de la filiale ou de distribution de bénéfices dans un avenir prévisible ou une absence de contrôle de la filiale (sociétés associées), un impôt différé passif est constaté.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines sociétés du Groupe utilisent des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change, de taux d'intérêt et de prix des matières premières sur leur résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-dessous.

Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Risque de change

Le Groupe est faiblement exposé au risque de change puisque les filiales réalisent une très faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Dans la plupart des cas, le chiffre d'affaires à l'international est réalisé par des filiales locales dont la facturation et les dépenses sont libellées dans la devise du pays où sont exécutés les travaux. Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

Les emprunts ou placements sont centralisés dans la même devise (euro, dollar US, dollar canadien, etc.).

D'une manière générale, les investissements nets réalisés par le Groupe dans des entités étrangères (filiales, participations, succursales, co-entreprises) ne font pas l'objet d'une couverture de change car ces entités n'ont pas vocation à être cédées.

Des couvertures de change à terme sont utilisés dans le but d'optimiser la trésorerie du Groupe par la conversion, sans risque de change, d'excédents en une devise, prêtés à des filiales dans leur devise locale en substitution de lignes bancaires en devises locales.

L'activité liée à la Société de la Raffinerie de Dunkerque est plus exposée au risque de change du fait de l'achat et de la vente de produits valorisés en dollars qui sont achetés et vendus en dollars et/ou en euros. Une politique de gestion de ce risque est réalisée par le biais de swaps de devises pour les flux en dollars.

Risque de taux

Le compte de résultat du Groupe est relativement peu sensible aux variations des taux d'intérêt. En général et en moyenne sur l'exercice, la partie des dettes financières à taux variable est équivalente à la trésorerie disponible, elle-même placée à taux variable ; seule la saisonnalité de l'activité entraîne le recours à des emprunts à court terme. Certains actifs ou passifs financiers peuvent ponctuellement être couverts.

Risques sur matières premières

Colas a une sensibilité à la régularité de son approvisionnement et aux variations du coût des matières premières principalement liées au pétrole (bitume, carburants, fuel et gaz de chauffage, huiles) dans l'activité routière, ainsi que d'autres matières premières comme l'acier, le cuivre ou l'aluminium dans les activités de sécurité signalisation, étanchéité et ferroviaire. Les matières premières les plus sensibles sont le bitume et les autres produits pétroliers.

Risque d'approvisionnement :

Des retards ou des ruptures d'approvisionnement peuvent entraîner des coûts supplémentaires directs et indirects dans l'activité routière ou l'Etanchéité. Ce risque n'est pas systémique, sauf en cas de conflit et de rupture totale d'approvisionnement pétrolier, et peut affecter pour une durée variable un pays ou plus vraisemblablement une région. Début 2011, la raffinerie de Kemaman en Malaisie (filiale thaïlandaise Tipco) a subi des arrêts de production par manque d'approvisionnement d'une nature de pétrole brut adaptée à la configuration de l'installation et à des conditions d'achat acceptables, ce qui a eu pour conséquence des charges supplémentaires imprévues. Dans ce cadre, depuis plusieurs années, Colas s'est doté d'une direction bitumes Groupe et de directions bitumes dans certaines grandes zones géographiques (Amérique du Nord) afin de renforcer les capacités d'approvisionnement (accord d'achats en quantité, importation). Colas a ainsi développé une politique de capacité de stockage au fil des années, en France, en Europe, dans les Départements d'Outre-Mer, dans l'Océan Indien et, sur une plus grande échelle, en Amérique du Nord. Parallèlement, l'acquisition de la Société de la Raffinerie de Dunkerque, dont la production annuelle de bitume est de l'ordre de 300 000 tonnes, permet de mieux sécuriser l'approvisionnement de l'activité routière métropolitaine ou nord-européenne, même si les fermetures provisoires ou possibles de nouvelles installations de raffinage en Métropole (Berre, Petit-Couronne) augmentent ce risque pour le bitume.

Risque lié à la variation des prix :

Le prix du bitume a connu d'importantes variations de prix d'achat depuis plusieurs années. Le risque lié à ces fluctuations est limité par plusieurs facteurs : le nombre et le montant moyen des contrats, qui permettent d'appréhender souvent le prix dans l'offre au client, et les clauses de révision et d'indexation présentes dans de nombreux contrats en France et à l'International. Ce paramètre est intégré dans la négociation contractuelle par les collaborateurs qui sont sensibilisés à cette question. Dans certaines régions, des contrats de fourniture à prix garantis pour une période peuvent être signés. Pour des contrats importants, à l'obtention de la commande, des politiques de couverture peuvent être prises au coup par coup. Il reste une part d'activité, comme la vente de produits manufacturés à tiers, où les hausses du prix du bitume ou des produits pétroliers sont répercutées dans la mesure où la situation concurrentielle le permet.

Compte tenu de ces éléments, il est impossible de mesurer la sensibilité du compte d'exploitation aux variations des prix des matières premières du fait des milliers de chantiers exécutés dans des contextes juridiques de protection variables et des hausses différentes entre zones géographiques.

Enfin, il existe un risque indirect en cas de hausse du prix de ces produits chez les clients qui, du fait de l'augmentation induite du prix des travaux ou des prestations, peuvent réduire le volume de leurs commandes.

Risques liés à l'activité de vente de produits raffinés :

L'activité de vente de produits raffinés (cession à des tiers des produits pétroliers autres que le bitume fabriqués par SRD) est sensible à la variation des prix de matières premières. La formation du résultat de cette activité dépend largement de la différence entre les prix de vente des produits issus de la production (huiles, cires-paraffines, bitume et fuels) et le prix des matières premières traitées par processus de raffinage (fuel résidu atmosphérique, hydrocraquats et feedstocks). En fonction de l'environnement économique, l'évolution du prix des produits pétroliers ne peut pas toujours être intégralement répercutée aux clients, ce qui a été le cas en 2012 et qui s'est traduit par une perte opérationnelle de cette activité. Afin de limiter ce risque, Colas cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en matière première et à améliorer la productivité de SRD par différentes actions d'optimisation (passage à l'alimentation au gaz en 2013, génératrice d'économies d'énergie, recherche d'un meilleur mix-produits).

Par ailleurs, une politique de couverture a été mise en place afin de réduire le risque lié au cycle d'approvisionnement/production/vente de SRD : le cycle est rapide (achat de la matière première le mois M, entrée en production le mois M+1, vente des produits qui en résultent les mois M+1, M+2 ou M+3) et les contrats d'achat et de vente sont établis pour réduire ce risque. Un comité d'engagement est en charge des achats de matière première d'entrée.

Principes et règles des opérations de couverture utilisées par le Groupe

Les instruments utilisés sont limités à des produits classiques comme :

- les achats et ventes à terme de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change;
- les swaps de taux d'intérêt, *future rate agreements*, achats de caps et de tunnels ou d'options de taux dans le cadre de la couverture du risque de taux ;
- les achats et ventes de contrats *futures*, swaps sur matières premières, options sur matières premières dans le cadre de la couverture du risque sur matières premières.

Ces instruments ont pour caractéristiques de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et internationales de premier rang et de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et, plus généralement, la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'un suivi détaillé et spécifique transmis aux organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Couverture des flux de trésorerie (cash flow hedge)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'instrument couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, le profit (ou la perte) réalisé sur la partie de l'instrument de couverture que l'on estime être une couverture efficace est comptabilisé directement en capitaux propres.

La partie de couverture estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les autres profits (ou pertes) résiduels sur l'instrument de couverture sont inclus en résultat.

Couverture de juste valeur (fair value hedge)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, le profit (ou la perte) résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le profit (ou la perte) sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat.

La juste valeur des éléments couverts, en fonction du risque couvert, correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Méthodes comptables appliquées en matière d'instruments financiers

Le Groupe utilise les principes et méthodes comptables définis par la norme IAS 39, à savoir :

Critères pour comptabiliser un actif ou un passif financier

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers au moins tous les trimestres.

Cependant, dans certains cas (montants notionnels modestes, maturités de couverture courtes, impacts limités sur le compte de résultat), les instruments financiers ne font volontairement pas l'objet d'une comptabilité de couverture afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe. Dans ce cas, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans le compte de résultat.

Base d'évaluation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis à leur coût ou au coût amorti selon la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Comptabilisation des instruments évalués à la juste valeur

Le Groupe utilise peu d'instruments financiers; les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Leur juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'estimation telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur d'utilité (actualisation des flux de trésorerie). Ces modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données du marché.

Comptabilisation des produits et charges générés par les actifs et passifs financiers :

Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. Les profits et pertes latents qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

A la date de clôture, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est égale au montant que le Groupe devrait recevoir ou payer pour clôturer les positions. La juste valeur est évaluée en tenant compte des taux d'intérêt actuels. La juste valeur des contrats de change à terme est égale à leur valeur de marché à la date de clôture, c'est à dire la valeur actualisée du cours ou du taux à terme.

COMPTE DE RESULTAT

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront au Groupe et si les coûts encourus concernant ces opérations peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires se décomposent comme suit :

Ventes de biens

Le produit est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur.

Contrats de construction et prestations de services

Le produit est comptabilisé en fonction du degré d'avancement des chantiers ou prestations.

Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés; une perte attendue sur un contrat est immédiatement comptabilisée en résultat.

Autres produits des activités ordinaires

Il s'agit de redevances perçues pour utilisation de licences et brevets : le produit est comptabilisé lorsque l'entreprise est en droit d'en percevoir le paiement.

Subventions publiques

Elles sont comptabilisées en produit lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles soient perçues et que toutes les conditions rattachées soient satisfaites.

Lorsque la subvention est accordée en compensation d'une charge, elle est comptabilisée en produit sur les exercices nécessaires pour la rattacher aux coûts qu'elle est censée compenser.

Les subventions liées à des actifs sont comptabilisées en diminution de la valeur de l'actif subventionné.

Résultats sur opérations faites en commun

Ce poste inclut principalement la quote-part de résultat transférée par les sociétés en participation ou Groupements d'Intérêt Economique de fabrication d'enrobés ou de liants exploités en commun avec d'autres associés.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant provient des activités principales génératrices de produits de l'entreprise et de toutes les autres activités qui ne sont pas d'investissement ou de financement.

Les dépréciations de Goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel courant.

Autres produits et charges non courants

Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montant particulièrement significatif - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

La nature de ces éléments est décrite dans la note 12.

Coût de l'endettement financier net

Il inclut les charges et produits d'intérêts liés à la trésorerie ainsi que les coûts d'emprunts.

Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles imposables ou déductibles existant à la date de clôture.

Les différences temporelles imposables ou déductibles incluent toutes les différences entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, à l'exception des Goodwill.

Lorsque, pour une société, le montant net de l'imposition différée fait apparaître un actif d'impôt, celui-ci n'est inscrit à l'actif du bilan que s'il existe une forte probabilité de récupération sur les exercices ultérieurs.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués avec les taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode dite indirecte.

Selon cette méthode, le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelles passées ou futures liées à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- disponibilités et valeurs mobilières de placement éligibles à la classification d'équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

La capacité d'autofinancement prend en compte les dotations et reprises sur dépréciations d'actifs courants. Elle inclut notamment le résultat net des sociétés intégrées et le résultat des entreprises associées à hauteur des dividendes encaissés.

La classification retenue pour les intérêts et les dividendes positionne ces derniers dans les flux de trésorerie de financement. Il est à noter que les intérêts décaissés au cours de l'exercice correspondent aux intérêts constatés dans le résultat de l'exercice.

AUTRES INFORMATIONS

Comparabilité des états financiers

Les variations de périmètre de l'exercice n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés de l'exercice 2012 et ne font pas obstacle à la comparaison avec l'exercice précédent.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice : Néant

Nature et étendue des risques et incertitudes liés à l'activité

Parmi les principaux risques et incertitudes qui peuvent avoir une incidence notable sur les activités du Groupe, on peut citer notamment :

- les conditions climatiques (intempéries), qui ont une influence directe sur la bonne réalisation des chantiers, partout et davantage encore dans les régions aux conditions climatiques difficiles,
- le prix des matières premières principalement liées au pétrole (bitume, carburants, fuel de chauffage) dans l'activité routière, ainsi que d'autres matières premières, notamment l'acier et l'aluminium dans les activités de signalisation et d'étanchéité. Ce risque est réduit par une proportion importante de contrats qui bénéficient de clauses de révision de prix et par une proportion importante de chantiers de courte durée,
- le niveau de commandes des Etats, des collectivités publiques, du secteur privé industriel et commercial,
- les conséquences de l'évolution du cours des monnaies, en particulier le dollar US, même si elles sont limitées puisque plus de 60% du chiffre d'affaires est réalisé en euros et que l'activité réalisée localement permet de libeller produits et charges dans une devise identique.

Note 3. Actifs non courants

3.1 – Synthèse des investissements de l'exercice (exploitation et financier)

	2012	2011
Immobilisations corporelles	395	527
Immobilisations incorporelles et goodwill	19	11
Investissements opérationnels	414	538
Titres de participation et autres titres immobilisés	62	87
Investissements consolidés	476	625
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	(69)	(124)
Prix de cession de titres cédés	(3)	(5)
Investissements nets	404	496

3.2 - Immobilisations corporelles

	Terrains & constructions	Installations, matériels et outillages	Immob. en cours et avances s/commandes	TOTAL
Valeur brute				
31 décembre 2010	1 405	4 838	103	6 346
Ecart de conversion	7	23		30
Virements de rubriques	20	62	(81)	1
Changements de périmètre	33	13	(1)	45
Acquisitions	61	377	89	527
Cessions et réductions	(69)	(239)		(308)
31 décembre 2011	1 457	5 074	110	6 641
Ecart de conversion	(1)	(8)		(9)
Virements de rubriques	7	84	(104)	(13)
Changements de périmètre		8		8
Acquisitions	44	268	83	395
Cessions et réductions	(18)	(228)		(246)
31 décembre 2012	1 489	5 198	89	6 776
Amortissements et dépréciations				
31 décembre 2010	(536)	(3 372)		(3 908)
Ecart de conversion	(1)	(16)		(17)
Virements de rubriques	1	7		8
Changements de périmètre	1	(1)		
Dotations et reprises	(53)	(398)		(451)
Cessions et réductions	40	211		251
31 décembre 2011	(548)	(3 569)		(4 117)
Ecart de conversion		6		6
Virements de rubriques	5	4		9
Changements de périmètre	5	5		10
Dotations et reprises	(52)	(390)		(442)
Cessions et réductions	9	205		214
31 décembre 2012	(581)	(3 739)		(4 320)
Valeur nette				
31 décembre 2010	869	1 466	103	2 438
Dont terrains de gisement (carrières)	307			307
Dont locations financements	5	46		51
31 décembre 2011	909	1 505	110	2 524
Dont terrains de gisement (carrières)	343			343
Dont locations financements	5	36		41
31 décembre 2012	908	1 459	89	2 456
Dont terrains de gisement (carrières)	325			325
Dont locations financements	4	38		42

Au 31 décembre 2012, des commandes de matériel ont été engagées pour un montant de 13 M€ (51 M€ fin 2011).

3.3 - Immobilisations incorporelles et Goodwill

	Concessions, brevets et autres droits	Autres	Total immob. incorporelles	Goodwill
Valeur brute				
31 décembre 2010	113	64	177	496
Ecart de conversion	(1)	2	1	2
Virements de rubriques	1	(2)	(1)	1
Changements de périmètre	3	1	4	5
Acquisitions	3	8	11	
Cessions et réductions	(2)	(1)	(3)	
31 décembre 2011	117	72	189	504
Ecart de conversion	(1)		(1)	
Virements de rubriques	12	(10)	2	(2)
Changements de périmètre	9		9	36
Acquisitions	14	5	19	
Cessions et réductions	(4)	(2)	(6)	
31 décembre 2012	147	65	212	538
Amortissements et dépréciations				
31 décembre 2010	(56)	(34)	(90)	(51)
Ecart de conversion		(1)	(1)	
Virements de rubriques	(1)	1		
Changements de périmètre				
Dotations et reprises	(6)	(4)	(10)	(3)
Cessions et réductions	2		2	
31 décembre 2011	(61)	(38)	(99)	(54)
Ecart de conversion				
Virements de rubriques				
Changements de périmètre	5		5	2
Dotations et reprises	(9)	(6)	(15)	(6)
Cessions et réductions	2	2	4	
31 décembre 2012	(63)	(42)	(105)	(58)
Valeur nette				
31 décembre 2010	57	30	87	445
31 décembre 2011	56	34	90	450
31 décembre 2012	84	23	107	480

Concessions, brevets et autres droits : il s'agit pour l'essentiel de droits d'exploitation de carrières et, dans une moindre mesure, de brevets et de logiciels.

Frais de développement : ils sont, pour l'essentiel, pris en charge dans l'exercice car ils ont un caractère permanent et récurrent. Il n'y a pas de projets qui répondent aux conditions d'activation imposées par IAS 38.

Dépréciation des actifs incorporels à durée de vie indéterminée et des Goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel si la valeur comptable d'un actif ou de son Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable. Si un indice de perte de valeur est identifié, un test de valeur est réalisé selon la méthode décrite en note 2. Ce test est réalisé au moins un fois par an après l'actualisation des budgets et des plans à 3 ans par le Management.

Le détail des actifs à durée de vie indéterminée et des Goodwill répartis par UGT et les principales hypothèses utilisées pour les tests de valeurs sont les suivantes :

Unités Génératrices de trésorerie	Actifs incorporels à durée de vie indéterminée	Goodwill	Taux de croissance	Taux d'actualisation	
				H1(1)	H2 (1)
UGT Routes Métropole	19	141	2%	5,76%	3,78%
UGT Spécialités (hors Rail)		43	2%	5,76%	3,78%
UGT Rail		186	2%	5,76%	3,78%
UGT Routes Europe (hors France)	4	12	2%	5,76%	3,78%
UGT Routes Amérique du Nord		46	2%	5,76%	3,78%
UGT Routes Reste du monde		52	2%	5,76%	3,78%
Total	23	480			

(1) selon hypothèse de structure d'endettement :

H1 : 1/3 dette – 2/3 fonds propres

H2 : 2/3 dette – 1/3 fonds propres

Des analyses de sensibilité sur les taux d'actualisation ont été effectuées. Aucune variation raisonnablement possible des principales hypothèses utilisées n'a fait apparaître de situation susceptible d'entraîner une perte de valeur des actifs testés.

3.4 - Participations dans les entités associées

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill sur entreprises associées	Dépréciations des Goodwill	Valeur nette
31 décembre 2010	413	10	(1)	422
Ecart de conversion	5			5
Virements de rubriques	1			1
Changements de périmètre	1	1		2
Augmentation de capital				
Résultat de l'exercice	59			59
Dividendes distribués	(52)			(52)
Perte de valeur				
31 décembre 2011	427	11	(1)	437
Ecart de conversion	(2)			(2)
Virements de rubriques	1			1
Changements de périmètre	11	3		14
Augmentation de capital				
Résultat de l'exercice	59			59
Dividendes distribués	(53)			(53)
Perte de valeur				
31 décembre 2012	443	14	(1)	456

Principales participations dans les entités associées

Société	Siège	% détenu	Quote-part capitaux propres	Goodwill	Dépréciation des Goodwill	Valeur nette
Cofiroute (1)	France	16,7%	358			358
Tipco Asphalt (2)	Thaïlande	32,1%	34	5		39
Mak Mecsek (3)	Hongrie	30,0%	27			27
Autres (4)			24	9	(1)	32
Total			443	14	(1)	456

(1) La société Cofiroute exploite en concession un réseau de 1 200 kilomètres d'autoroutes dans le nord-ouest de la France (Autoroutes A10, A11, A13, A86, ...). Bien que détenue à moins de 20% (16,7%), Cofiroute est consolidée par mise en équivalence car Colas exerce une influence notable par sa présence au Conseil d'administration de la société (Administrateur : H. Le Bouc).

(2) La société Tipco Asphalt basée à Bangkok (Thaïlande) exerce une activité de distribution et vente de produits bitumineux dans le sud-est asiatique.

(3) La société Mak Mecsek est titulaire pour 30 ans d'un contrat en PPP pour la construction et l'exploitation d'une section neuve de 80 km des autoroutes M 6 (50 km) et M 60 (30 km) dans le sud-ouest de la Hongrie.

(4) Individuellement, aucune de ces entités ne présente un caractère significatif.

Pour les trois principales entités associées, les montants globalisés au titre des principaux actifs, passifs, produits et charges, sont donnés ci-après :

Au 31/12/2012

Montants exprimés à 100%	Cofiroute	Tipco Asphalt	Mak Mecsek
Actifs non courants	5 802	133	910
Actifs courants	746	329	24
Total actif	6 548	462	934
Capitaux propres	2 150	105	89
Passifs non courants	3 645	61	842
Passifs courants	753	296	3
Total passif	6 548	462	934
Produits des activités ordinaires	1 337	940	82
Résultat opérationnel courant	604	26	51
Résultat net	294	16	11
Résultat net part du Groupe	49	5	3

Au 31/12/2011

Montants exprimés à 100%	Cofiroute	Tipco Asphalt	Mak Mecsek
Actifs non courants	5 825	123	928
Actifs courants	655	387	20
Total actif	6 480	510	948
Capitaux propres	2 142	98	80
Passifs non courants	3 665	78	864
Passifs courants	673	334	4
Total passif	6 480	510	948
Produits des activités ordinaires	1 331	522	81
Résultat opérationnel courant	602	41	51
Résultat net	294	15	9
Résultat net part du Groupe	49	5	3

3.5 – Autres actifs financiers non courants

	Participations non consolidées	Autres actifs financiers	Total valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
31 décembre 2010	54	158	212	(38)	174
Ecart de conversion		3	3		3
Virements de rubriques					
Changements de périmètre	(5)		(5)	(1)	(6)
Acquisitions & autres augmentations	53	16	69		69
Cessions et réductions	(3)	(20)	(23)		(23)
Dotations et reprises				8	8
31 décembre 2011	99	157	256	(31)	225
Ecart de conversion		2	2		2
Virements de rubriques		(2)	(2)		(2)
Changements de périmètre	(44)	4	(40)	(5)	(45)
Acquisitions & autres augmentations	33	17	50		50
Cessions et réductions	(13)	(17)	(30)		(30)
Dotations et reprises				4	4
31 décembre 2012	75	161	236	(32)	204

Détail des principales participations non consolidées

	Brut	Dépréciation	31/12/2012 Net	31/12/2011 Net
Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières	19	(4)	15	17
Sociétés non contrôlées	28	(12)	16	14
Sociétés acquises en fin de période (1)	18		18	46
Autres participations (2)	10	(3)	7	9
Total	75	(19)	56	86

(1) Ces sociétés non consolidées, car acquises en fin de période, seront consolidées au cours de la période suivante. Il s'agit des Carrières de Dumbèa et d'Aguilar.

(2) Aucune de ces participations ne présente un caractère significatif.

Détail des autres actifs financiers

	Brut	Dépréciation	31/12/2012 Net	31/12/2011 Net
Prêts (1)	60	(12)	48	42
Dépôts et cautionnements	27	(1)	26	21
Ville de Portsmouth (Grande Bretagne) (2)	74		74	76
Autres créances financières diverses				
Total	161	(13)	148	139

(1) Prêts accordés : il s'agit principalement de prêts à 20 ans non rémunérés, accordés dans le cadre de l'obligation légale française d'investissement des employeurs dans la construction. Ces prêts sont comptabilisés pour leur valeur nette actualisée.

(2) Créance sur la ville de Portsmouth (Grande Bretagne) en contrepartie des prestations effectuées dans le cadre du contrat de partenariat public privé pour la réhabilitation et l'entretien de la voirie urbaine signé en 2004 pour une durée de 25 ans (2004-2029). Cette créance est valorisée en application d'IFRIC 12 (modèle de la créance financière).

Répartition des actifs financiers non courants par nature

	Evaluation à la juste valeur			Total
	Actifs financiers disponibles à la vente	Autres actifs financiers	Prêts et créances	
31 décembre 2011	-	86	139	225
Flux 2012	-	(30)	9	(21)
31 décembre 2012	-	56	148	204

3.6 Impôts différés et créances fiscales non courantes

	Impôts différés actif	Créances fiscales non courantes	Total
31 décembre 2010	138		138
Ecart de conversion	1		1
Virements de rubriques	9		9
Changements de périmètre			
Variations nettes	7		7
31 décembre 2011	155		155
Ecart de conversion			
Virements de rubriques			
Changements de périmètre			
Variations nettes	2		2
31 décembre 2012	157		157

Le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait d'une récupération jugée peu probable s'élève à 67 millions d'euros au 31 décembre 2012 (59 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Le délai de récupération des impôts différés actif est essentiellement à plus de 5 ans.

Principales sources d'impôts différés par nature

	31/12/2012	31/12/2011
Sources actives		
Avantages au personnel	82	61
Déficits fiscaux	27	26
Réévaluation des instruments financiers	10	10
Sources passives		
Provisions réglementées	(19)	(23)
Immobilisations (location financement, écarts d'évaluation)	(30)	(17)
Impôts de distribution	(6)	(6)
Réévaluation des instruments financiers	(6)	(5)
Autres différences temporaires	1	(1)
Actif net (passif net) d'impôts différés	59	45

Note 4. Actifs courants

4.1 - Stocks, créances courantes et paiements d'avance

	31/12/2012			31/12/2011		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks	632	(24)	608	625	(23)	602
Matières, approvisionnements et produits finis						
Créances clients	2 991	(134)	2 857	2 955	(129)	2 826
Clients, factures à établir, retenues de garanties (1)						
Actifs d'impôts	29		29	15		15
Personnel, organismes sociaux, Etat	245		245	241		241
Créances sociétés apparentées et créances diverses	257	(20)	237	206	(13)	193
Paiements d'avance	33		33	33		33
Autres créances	535	(20)	515	480	(13)	467

(1) L'antériorité des créances clients est la suivante :

	Créances non échues	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus d'1an	Total
Créances brutes	1 994	710	102	185	2 991
Dépréciations	(20)	(11)	(16)	(87)	(134)
Créances client (net)	1 974	699	86	98	2 857
Rappel 2011	2 038	622	85	81	2 826

Risque de crédit : le Groupe considère que son exposition au risque de crédit sur les créances non échues est limité compte tenu de la nature de sa clientèle (Etats, collectivités publiques, entreprises publiques et privées, particuliers).

4.2 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2012			31/12/2011		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Banques et caisses	378		378	360		360
Société de trésorerie Bouygues Relais				25		25
Valeurs mobilières de placement	57		57	61		61
Total	435		435	446		446

Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères. Ils se répartissent entre les devises suivantes :

	Euro	USD (1)	GBP (1)	Autres (1)	Total
Banques et caisses	82	33	78	185	378
Société de trésorerie Bouygues Relais					
Valeurs mobilières de placement	49			8	57
Total	131	33	78	193	435
Rappel 31 décembre 2011	190	37	64	155	446

(1) Contrevalleur en euros

Les disponibilités et équivalents de trésorerie ont une échéance inférieure à 3 mois ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2012	31/12/2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	435	446
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(285)	(114)
Total	150	332

Note 5. Informations sur les capitaux propres

Composition du capital social

Le capital social de Colas au 31 décembre 2012 est de 48 981 748,50 euros.

Il est constitué de 32 654 499 actions de 1,50 euro nominal, ayant toutes les mêmes droits (toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double).

Mouvements de l'exercice

(Montants en euros)

	Nombre d'actions	Capital social
31 décembre 2011	32 654 499	48 981 748,50
Mouvements 2012	-	-
31 décembre 2012	32 654 499	48 981 748,50

Principaux actionnaires

Société Bouygues SA	31 543 222	96,60%
Autres actionnaires	1 111 277	3,40%

Gestion du capital

L'objectif de la Direction Générale de Colas est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net sur capitaux propres raisonnable,
- de distribuer un dividende régulier aux Actionnaires.

Parmi les indicateurs de performance utilisés, certains peuvent être calculés par référence aux capitaux propres mais leur utilisation n'est ni prépondérante ni systématique.

Par ailleurs, il est rappelé que les capitaux propres du Groupe ne sont soumis à aucune restriction statutaire.

Option de souscription d'actions en cours de validité : néant

Réserve de conversion

La réserve de conversion est née le 1er janvier 2004 avec la première application des normes IFRS. Les principaux écarts de conversion au 31 décembre 2012 concernent les états financiers des sociétés situées dans les pays suivants :

	31/12/2012	31/12/2011
Etats-Unis	(6)	2
Canada	33	35
Grande-Bretagne	(8)	(11)
Slovaquie	12	12
République Tchèque	8	7
Australie	8	8
Autres pays	8	8
Total réserve de conversion	55	61

Note 6. Provisions

6.1 - Provisions non courantes

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données (long terme)	Remise en état des sites (long terme)	Autres	Total
31 décembre 2010	276	213	83	122	56	750
Ecart de conversion	1	(1)	(1)			(1)
Virements de rubriques	(5)		3	(1)		(3)
Changements de périmètre				16	(16)	
Ecart actuariel affecté en capitaux propres	(15)					(15)
Dotations	21	55	21	12	20	129
Reprises utilisées	(16)	(20)	(11)	(6)	(9)	(62)
Reprises non utilisées	(2)	(26)	(15)	(1)	(4)	(48)
31 décembre 2011	260	221	80	142	47	750
Ecart de conversion		1	1			2
Virements de rubriques		(2)	(4)	(2)	1	(7)
Changements de périmètre	20			2	2	24
Ecart actuariel affecté en capitaux propres	48					48
Dotations	33	44	20	13	10	120
Reprises utilisées	(13)	(22)	(11)	(7)	(12)	(65)
Reprises non utilisées	(2)	(29)	(14)	(1)	(8)	(54)
31 décembre 2012	346	213	72	147	40	818

Détail des principales provisions

	31/12/2012	31/12/2011
Récompenses d'ancienneté	88	75
Indemnités de fin de carrière	190	135
Pensions	68	50
Avantages au personnel	346	260
Litiges avec les clients	78	83
Litiges avec le personnel	15	14
Litiges avec des organismes sociaux	73	74
Litiges avec l'administration fiscale	22	21
Litiges avec d'autres administrations	14	14
Autres litiges	11	15
Litiges et contentieux	213	221
Garanties décennales	44	47
Garanties Génie Civil, Travaux Publics	25	31
Garanties de performance	3	2
Garanties données	72	80

6.2 - Provisions courantes

	Perte à terminaison	Risques travaux et fin de chantier	Garanties données (court terme)	Remise en état des sites (court terme)	Autres	Total
31 décembre 2010	60	109	56	11	67	303
Ecarts de conversion						
Virements de rubriques	1	(2)	(2)	1		(2)
Changements de périmètre			(1)			(1)
Dotations	51	39	24	2	23	139
Reprises utilisées	(32)	(26)	(14)	(3)	(21)	(96)
Reprises non utilisées	(13)	(17)	(9)	(1)	(3)	(43)
31 décembre 2011	67	103	54	10	66	300
Ecarts de conversion	1	1			(1)	1
Virements de rubriques		(3)	4	2	1	4
Changements de périmètre			(1)			(1)
Dotations	44	27	28	1	24	124
Reprises utilisées	(36)	(17)	(13)	(1)	(27)	(94)
Reprises non utilisées	(15)	(31)	(18)	(1)	(4)	(69)
31 décembre 2012	61	80	54	11	59	265

Note 7. Impôts différés et dettes fiscales long terme

	31/12/2012	31/12/2011
Passifs d'impôts différés	98	110
Dettes fiscales long terme		
Total des impôts non courants	98	110

Les passifs d'impôt différés proviennent pour l'essentiel des décalages fiscaux temporaires (écarts d'évaluation, écarts entre amortissements comptables et fiscaux...).

Note 8. Dettes financières non courantes et courantes

Risque de liquidité

Au 31 décembre 2012, la trésorerie nette disponible s'élève à 150 millions d'euros auxquels s'ajoute un montant de 1 481 millions d'euros de lignes bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées à cette date. Au cours de l'année, Colas SA a refinancé de manière anticipée 200 millions d'euros de lignes bancaires confirmées à 5 ans.

Les crédits bancaires contractés par les sociétés du groupe Colas ne comportent pas de clause financière significative susceptible d'entraîner leur exigibilité et/ou leur remboursement anticipé.

Répartition des emprunts portant intérêt par échéance

	Echéances - 1 an 2013	Echéances à plus d'un an					Total 2012	Total 2011
		1 à 2 ans 2014	2 à 3 ans 2015	3 à 4 ans 2016	4 à 5 ans 2017	5 ans et + 2018 et +		
Emprunts moyen et long terme		58	28	21	46	81	234	214
Locations financement		6	5	4	3	2	20	24
Autres dettes long terme						4	4	4
Sous-total	50	64	33	25	49	87	258	242
Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	285							
31 décembre 2012	335	64	33	25	49	87	258	
Rappel 31 décembre 2011	162	40	39	23	19	121	242	200
Partie à moins d'un an de la dette long terme							50	48

Répartition de la dette financière court terme et long terme par devise

	Euro	USD (1)	GBP (1)	Autres (1)	Total
Long terme décembre 2012	112	24	75	47	258
Court terme décembre 2012	185	22	8	120	335
Long terme décembre 2011	105	21	79	37	242
Court terme décembre 2011	24	23	10	105	162

(1) Contrevalet en euros.

Lignes de crédit confirmées / utilisées

	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au delà	Total
Lignes de crédit	69	1 652	87	1 808	50	171	87	308
Lettres de crédit								
Total	69	1 652	87	1 808	50	171	87	308

Répartition de la dette financière courante et non courante selon la nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la date de clôture de l'exercice et hors concours bancaires courants :

Dettes à taux fixe : 69% (2011 : 65 %)
 Dettes à taux variable : 31% (2011 : 35 %)

Les dettes à taux variables non adossées à un swap de taux d'intérêt se répartissent par échéance de la manière suivante :

- 1 an (1)	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 ans et +	Total
2013	2014	2015	2016	2017	2018 et +	
50	27	5	4	3	7	96

(1) Les dettes à taux fixes à moins d'un an sont considérées comme des dettes à taux variable.

En prenant en compte le swap de taux d'intérêt pour 30 M€ à échéance 2016 contracté par Aximum et adossé à un compte courant moyen terme avec Colas SA, les dettes à taux fixe passent à 78% (contre 75% en 2011).

Risque de taux

Au 31 décembre 2012, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

	Taux variables	Taux fixes	Total
Actifs financiers :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	435		435
Dettes financières :			
Emprunts (1)	(250)	(70)	(320)
Concours bancaires courants	(285)		(285)
Position nette avant gestion	(100)	(70)	(170)
Couverture de taux	172	(172)	
Position nette après gestion	72	(242)	(170)
Correctif lié à la saisonnalité de l'activité (2)	(584)		(584)
Position après gestion et correctif	(512)	(242)	(754)

(1) y compris (12) millions d'euros de juste valeur de swaps de taux comptabilisée en autres produits et charges comptabilisés.

(2) L'activité et la trésorerie liée à l'activité sont soumises à de fortes variations saisonnières. Ce correctif permet d'estimer la trésorerie moyenne sur l'année qui sert de base au calcul de sensibilité des frais financiers à la variation des taux d'intérêt. Il correspond à la différence entre la trésorerie financière moyenne de l'année (calculée sur la base de la moyenne des trésoreries financières moyennes mensuelles) et la position nette comptable à fin décembre, hors dettes à taux fixe et portefeuille de swaps de taux d'intérêt.

Ainsi, une hausse instantanée de 1% des taux d'intérêt à court terme sur la position nette ci-avant engendrerait une augmentation des frais financiers de 5 millions d'euros en année pleine.

Note 9. Variation de l'endettement net

Variation de l'endettement net

	31/12/2012	31/12/2011
Trésorerie & équivalents de trésorerie	435	446
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(285)	(114)
Trésorerie nette	150	332
Dettes financières long terme	258	242
Dettes financières (partie à moins d'un an)	50	48
Instruments financiers nets	12	14
Endettement brut	320	304
Endettement net actif (passif)	(170)	28

Principales opérations

	2012	2011
Endettement net au début l'exercice	28	(57)
Acquisition / cessions financières (1)	(115)	(60)
Dividendes versés	(241)	(209)
Opérations sur le capital		(3)
Effet périmètre, change	11	(17)
Exploitation	147	374
Endettement net actif (passif) à la fin de l'exercice	(170)	28

(1) Dont 29 M€ de rachats d'actifs (13 M€ en 2011)

Note 10. Autres passifs courants

	31/12/2012	31/12/2011
Personnel, organismes sociaux, Etat	916	928
Produits différés	36	27
Autres dettes non financières	676	720
Total des autres dettes	1 628	1 675

Note 11. Produits des activités ordinaires

Ventilation par nature de produits

	2012	2011
Ventes de produits	2 577	2 242
Prestations de service	374	338
Contrats de construction	10 085	9 832
Autres produits des activités ordinaires	-	-
Produit des activités ordinaires	13 036	12 412

	2012	2011
Travaux à facturer	395	402
Retenues de garantie	97	98
Travaux facturés d'avance	(322)	(316)
Avances reçues	(110)	(104)

Note 12. Résultat opérationnel

Détail des autres produits et charges opérationnels

	2012	2011
Bénéfices attribués et pertes transférées sur opérations faites en commun	39	39
Produits sur cessions d'actifs	71	127
Reprises de provisions et dépréciations non utilisées	140	107
Autres produits opérationnels (1)	400	378
Autres produits d'exploitation	650	651
Pertes attribuées et bénéfices transférés sur opérations faites en commun	(21)	(18)
Valeurs nettes des actifs cédés	(40)	(60)
Autres charges opérationnelles	(75)	(69)
Autres charges d'exploitation	(136)	(147)

(1) Principalement refacturations de charges aux associés de sociétés en participation et de GIE.

Détail des autres produits et charges non courants

Autres produits non courants	-	-
Autres produits non courants	-	-
Autres charges non courantes	-	-
Autres charges non courantes	-	-

Compte de résultat présenté par destination

En complément du compte de résultat classé par nature de charges, nous présentons ci-après le compte de résultat classé par fonctions.

	2012	2011
Produit des activités ordinaires	13 036	12 412
Coût des ventes	(11 444)	(10 857)
Marge brute	1 592	1 555
Coût de recherche et de développement (1)	(28)	(28)
Charges administratives	(1 158)	(1 061)
Résultat opérationnel courant	406	466
Autres produits et charges opérationnels	-	-
Résultat opérationnel	406	466
Coût de l'endettement financier net	(24)	(24)
Autres produits et charges financiers	6	3
Charge d'impôt	(137)	(163)
Résultat des entreprises associées	59	59
Résultat net	310	341
Dont part des intérêts minoritaires	8	5
Dont part du Groupe	302	336

(1) En 2012, le Groupe a retenu une définition plus restrictive des frais de développement, le rappel 2011 a été corrigé en conséquence.

Note 13. Coût de l'endettement net, autres produits et charges financiers

Coût de l'endettement financier net

	2012	2011
Produits d'intérêts liés à la trésorerie	19	19
Produits des placements	1	3
Produits financiers	20	22
Charges d'intérêts liées à la trésorerie	(20)	(22)
Charges d'intérêts sur locations financement	(1)	(1)
Charges d'intérêts sur dettes financières	(23)	(23)
Charges financières	(44)	(46)
Coût de l'endettement financier net	(24)	(24)

Autres produits et charges financiers

	2012	2011
Dividendes reçus de participations non consolidées	4	3
Reprises sur provisions financières	7	11
Produits de cessions sur actifs financiers	1	2
Autres produits		2
Autres produits financiers	12	18
Dotations aux provisions financières	(3)	(4)
Valeur nette comptable des actifs financiers cédés	(2)	
Autres charges	(1)	(11)
Autres charges financières	(6)	(15)
Autres produits et charges financiers	6	3

Note 14 - Charge d'impôt sur le résultat

Décomposition

	2012	2011
Impositions exigibles	(118)	(164)
Impositions différées	(4)	9
Rappels ou dégrèvements d'impôts	(8)	4
Impôts sur distributions	(3)	(4)
Charge d'impôt	(133)	(155)
Dotations / reprise provisions pour impôt	(4)	(8)
Charge nette d'impôt	(137)	(163)

Rapprochement entre impôt théorique et charge réelle

Les différences constatées entre la charge d'impôt théorique, déterminée au taux de droit commun en vigueur en France, et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2012	2011
Charge d'impôt théorique	(134)	(153)
Incidence des taux d'impôt réduits ou majorés	19	24
Activation d'impôts différés antérieurement non comptabilisés		
Actifs d'impôts différés non comptabilisés (1)	(6)	(11)
Impôts non liés au résultat	(15)	(7)
Effet des différences permanentes	(1)	(16)
Charge d'impôt comptabilisée	(137)	(163)

(1) Récupération jugée trop lointaine

Note 15. Résultat et dividende par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions au 31 décembre, à l'exclusion des actions propres en cours d'annulation.

	2012	2011
Résultat net (part du Groupe) en euros	301 538 000	335 789 000
Nombre d'actions en circulation	32 654 499	32 654 499
Résultat par action (en euros)	9,23	10,28

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2012 augmenté des options de souscription en cours de validité.

Comme il n'existe plus d'options de souscription en cours de validité, le résultat dilué est égal au résultat par action.

Résultat dilué par action (en euros)	9,23	10,28
---	-------------	--------------

	Par action	Total
Dividende décidé et payé dans l'exercice 2012	7,26 €	237 071 662,74€
Dividende proposé pour approbation de l'Assemblée Générale du 16 avril 2013 (1) (non reconnu comme un passif au 31 décembre 2012)	7,26 €	237 071 662,74€

(1) sous réserve de la décision du Conseil d'Administration

Note 16. Information par secteurs opérationnels

La norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » demande à ce que les secteurs opérationnels soient identifiés sur la base du Reporting interne de l'entreprise examiné par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation des performances.

Détermination des secteurs opérationnels

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées comme suit :

- **Routes Métropole** regroupe l'activité routière en France métropolitaine.
- **Spécialités** regroupe les activités de spécialités en France et à l'international : signalisation et sécurité routière, pipeline, étanchéité, ferroviaire et, depuis 2012, les ventes de produits raffinés issus du pétrole autres que le bitume (huiles de base, paraffines et fuels) (1).
- **Routes Amérique du Nord** regroupe les activités aux Etats-Unis et au Canada.
- **Routes Europe** regroupe les activités en Europe (hors France) .
- **Routes Reste du monde** regroupe les activités routières en Afrique, au Maghreb, dans l'Océan Indien, dans les territoires et départements et territoires français d'outre-mer, en Asie/Australie et au Moyen-Orient.
- **Holding** regroupe l'activité du siège social de Colas.

(1) L'information comparative de 2011 a été retraitée (en 2011, cette activité était incluse dans l'activité Holding).

Rapprochements

Les chiffres du Reporting interne et ceux de la comptabilité sont identiques ; c'est pourquoi il n'est pas présenté d'état de rapprochement.

INFORMATIONS PAR SECTEURS OPERATIONNELS

Compte de résultat par secteurs opérationnels

	Routes Métropole	Routes Amérique du Nord	Routes Europe	Routes Reste du monde	Spécialités	Holding	Consolidé
Exercice 2012							
Travaux et prestations	4 624	2 008	1 223	945	1 651	8	10 459
Ventes de produits	563	575	256	541	624	18	2 577
Produits des activités ordinaires	5 187	2 583	1 479	1 486	2 275	26	13 036
Résultat avant amortissements	346	212	82	118	83	22	863
Amortissements	(177)	(106)	(47)	(57)	(60)	(10)	(457)
Résultat opérationnel courant	169	106	35	61	23	12	406
Résultat opérationnel non courant							
Résultat opérationnel	169	106	35	61	23	12	406
Charges sur endettement financier	(3)	(4)	(4)	(7)	(6)		(24)
Autres produits et charges financiers	4		2	1	(1)		6
Charge d'impôt	(62)	(33)	(8)	(20)	(4)	(10)	(137)
Résultat des entreprises associées	1		4	5		49	59
Résultat net	109	69	29	40	12	51	310

	Routes métropole	Routes Amérique du Nord	Routes Europe	Routes reste du monde	Spécialités	Holding	Consolidé
Exercice 2011							
Travaux et prestations	4 585	1 880	1 191	873	1 634	7	10 170
Ventes de produits	558	468	287	422	507		2 242
Produits des activités ordinaires	5 143	2 348	1 478	1 295	2 141	7	12 412
Résultat avant amortissements	349	243	60	122	91	62	927
Amortissements	(186)	(94)	(53)	(57)	(59)	(12)	(461)
Résultat opérationnel courant	163	149	7	65	32	50	466
Résultat opérationnel non courant							
Résultat opérationnel	163	149	7	65	32	50	466
Charges sur endettement financier	(2)	(3)	(9)	(7)	(7)	4	(24)
Autres produits et charges financiers	2					1	3
Charge d'impôt	(56)	(49)	(13)	(19)	(18)	(8)	(163)
Résultat des entreprises associées	2		3	5		49	59
Résultat net	109	97	(12)	44	7	96	341

Actifs, passifs par secteurs opérationnels

	Routes métropole	Routes Amérique du Nord	Routes Europe	Routes reste du monde	Spécialités	Holding	Consolidé
31 décembre 2012							
Actifs sectoriels	2 452	1 266	1 062	1 172	1 612	761	8 325
Passifs sectoriels	2 019	630	792	771	1 201	368	5 781
Investissements (1)	(144)	(99)	(22)	(37)	(76)	(27)	(405)
31 décembre 2011							
Actifs sectoriels	2 263	1 276	1 166	1 272	1 510	768	8 255
Passifs sectoriels	1 809	627	923	886	1 115	367	5 727
Investissements (1)	(147)	(106)	(15)	(54)	(93)	22	(393)

(1) Investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles

INFORMATIONS RELATIVES AUX PRINCIPAUX CLIENTS

	France	International	Total
Etats, entreprises publiques et collectivités locales	58%	70%	63%
Entreprises privées et particuliers	42%	30%	37%

Aucun client pris individuellement ne dépasse 10% du chiffre d'affaires.

INFORMATIONS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

Compte tenu de l'organisation opérationnelle du Groupe, l'information par zones géographiques présentée ci-après est relativement proche de celle donnée précédemment par secteurs opérationnels.

Les différences sont les suivantes :

- les éléments chiffrés des Départements d'Outre-mer sont inclus dans la France en zones géographiques alors qu'ils sont inclus dans le secteur Routes – Reste du Monde dans la répartition par secteurs opérationnels,
- les activités de spécialités complémentaires à la route réalisées à l'International (sécurité, étanchéité, canalisations, ferroviaire et ventes de produits raffinés) sont présentées selon leur localisation géographique.

Produits des activités ordinaires par zones géographiques

	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé
Exercice 2012					
Routes	5 627	1 484	2 583	1 041	10 735
Signalisation et sécurité routière	322	20	1	6	349
Pipeline	206	1			207
Ferroviaire	352	225		67	644
Etanchéité	599	22	4	19	644
Produits raffinés	249	176	3	3	431
Spécialités	1 728	444	8	95	2 275
Holding	8	17		1	26
Total	7 363	1 945	2 591	1 137	13 036

Exercice 2011

Routes	5 556	1 484	2 348	876	10 264
Signalisation et sécurité routière	299	26		2	327
Pipeline	215	21			236
Ferroviaire	356	184		43	583
Etanchéité	625	20	2	12	659
Produits raffinés	194	125	6	11	336
Spécialités	1 689	376	8	68	2 141
Holding	5			2	7
Total	7 250	1 860	2 356	946	12 412

Actifs et passifs par zones géographiques

	France	Europe hors France	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé
31 décembre 2012					
Actifs non courants	2 307	529	714	310	3 860
Actifs courants	2 577	758	552	578	4 465
Total des actifs	4 884	1 287	1 266	888	8 325
Passifs non courants	746	205	147	76	1 174
Passifs courants	2 863	738	483	523	4 607
Total des passifs	3 609	943	630	599	5 781
Actif net	1 275	344	636	289	2 544

31 décembre 2011

Actifs non courants	2 256	572	719	334	3 881
Actifs courants	2 372	825	558	619	4 374
Total des actifs	4 628	1 397	1 277	953	8 255
Passifs non courants	626	268	142	66	1 102
Passifs courants	2 725	824	486	590	4 625
Total des passifs	3 351	1 092	628	656	5 727
Actif net	1 277	305	649	297	2 528

Note 17. Instruments financiers

Est présentée, ci-après, la somme des encours notionnels au 31 décembre 2012 de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux et répartition par devise pour les opérations de change.

Couverture du risque de taux

Swaps de taux	Échéances			Total	Total
	2013	2014 à 2017	Au-delà	31/12/2012	31/12/2011
Sur actifs financiers				-	-
Sur passifs financiers	9	226	96	331	237

Afin de garantir à la ville de Portsmouth (GB) une redevance mensuelle forfaitaire fixe sur les 25 années du contrat de réhabilitation et d'entretien de sa voirie, un swap de taux, à échéance janvier 2028, a été mis en place. Ce swap est receveur de taux variable, payeur de taux fixe. Son montant nominal suit parfaitement le profil de tirage puis d'amortissement du financement sans recours de ce contrat, de manière à adosser le coût fixe de la dette à la redevance forfaitaire perçue. Au 31 décembre 2012, le montant de ce swap est de 70 millions d'euros (57 millions de GBP).

Colas SA a contracté des swaps cycliques payeurs de taux fixe afin de couvrir le profil saisonnier de son endettement. Le montant de ce swap est en moyenne de 141 millions d'euros.

Couverture du risque de change

Les sociétés du Groupe réalisent une faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

La part du chiffre d'affaires à l'international est réalisée la plupart du temps par des filiales qui ont leurs facturations et leurs dépenses libellées dans la devise du pays. Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

	GBP (1)	USD (1)	Autres (1)	31/12/2012	31/12/2011
Achats à terme		67	3	70	10
Ventes à terme	4	51	32	87	100
Swaps de devises				-	-
Options de change				-	-

(1) Contrevalet en euros.

Couverture du risque de matières premières

	Brent/WTI	Fuels	31/12/2012	31/12/2011
Achats à terme		3	3	5
Ventes à terme	8		8	12
Swaps				-
Options	6		6	5

Les ventes à terme de contrats Brent correspondent à des couvertures mises en place dans le cadre de l'activité liée à la Société de la Raffinerie de Dunkerque.

Au 31 décembre 2012, ces couvertures représentent un encours de 95 000 barils de Brent vendus à terme pour un montant notionnel (volume multiplié par prix à la date de clôture) de 8 millions d'euros. La mise en juste valeur de cet encours de couvertures au 31 décembre 2012 a une incidence négligeable sur les autres produits et charges comptabilisés du Groupe (cash-flow hedge).

Valeur de marché des instruments de couverture

Au 31 décembre 2012, la valeur de marché (Net Present Value) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de (34) millions d'euros, y compris intérêts courus non échus (ICNE). Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir des dettes du Groupe.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : (21) millions d'euros
- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : (13) millions d'euros
- opérations ne s'inscrivant pas dans le cadre d'une relation de couverture : (0) millions d'euros.

Toutes les opérations en portefeuille sont réalisées à des fins de couverture.

L'impact de la valeur de marché du swap de taux mis en place pour le contrat avec la ville de Portsmouth (GB), soit (21) millions d'euros y compris ICNE, est intégralement compensé par la valeur de marché du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par le client, soit 21 millions d'euros.

Le total de la valorisation du portefeuille d'instruments financiers de taux net de la valorisation du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par la ville de Portsmouth est de (12) millions d'euros, y compris ICNE.

En cas de translation de la courbe des taux de +1% (et respectivement de -1%, avec un plancher de taux à 0%), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture passerait de (34) à (17) millions d'euros (respectivement à (45) millions d'euros), y compris ICNE.

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1% par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture passerait de (34) à (35) millions d'euros, y compris ICNE.

En cas d'évolution uniforme défavorable de 10% du prix des matières premières, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers passerait de (34) à (35) millions d'euros, y compris ICNE.

Les calculs ont été effectués par un prestataire indépendant selon les usages en vigueur sur les marchés.

Note 18. Engagements hors bilan et informations sur les contrats de location financement

Engagements de garantie

Échéances	moins d'un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans	Total 31/12/2012	Total 31/12/2011
Engagements donnés					
Avals et cautions	36	25	3	64	74
Engagements reçus					
Obligations contractuelles	-	-	-	-	-
Sûretés réelles données					
Hypothèques ou nantissements	14	83	13	110	104

La présentation des engagements ci-dessus n'omet pas d'engagements significatifs, selon les règles comptables en vigueur.

Engagements sur contrats de locations simples

Échéances	moins d'un an	de un à cinq ans	plus de cinq ans	Total 31/12/2012	Total 31/12/2011
Engagements donnés / reçus	45	103	70	218	182

Montant des paiements minimaux futurs jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...).

Autres engagements donnés

La société a émis pour l'année 2012 une garantie en conformité avec l'article 17 du "Companies (Amendment) Act 1986 of Ireland" au profit des sociétés Colas Teoranta, Road Maintenance Services Ltd, Colas Building Products Ltd, Cold Chon (Galway) Ltd, Colfix (Dublin) Ltd, Colas Construction Ltd, Road Binders Ltd, Chemoran Ltd et Atlantic Bitumen Company Ltd.

Informations sur les contrats de location financement (inscrits au bilan)

Echéances	moins d'un an	De un à Cinq ans	plus de cinq ans	Total
Montant des paiements minimaux futurs	11	19	2	32
Montant représentant les charges de financement	(1)	(2)		(3)
Valeur actualisée des paiements minimaux	10	17	2	29
Rappel 31/12/2011	9	21	3	33

Note 19. Effectifs, avantages au personnel

Effectif moyen du groupe

	2012	2011
Ingénieurs, cadres et assimilés	7 893	7 697
Employés, techniciens, agents de maîtrise	16 173	15 960
Compagnons	42 423	42 545
Effectif moyen du Groupe	66 489	66 202

Avantages au personnel : régimes à cotisations définies

	2012	2011
Montants comptabilisés en charges	823	801

Ces charges comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles,
- aux caisses de retraite (régimes obligatoires et régimes complémentaires),
- aux caisses d'assurance chômage.

Avantages au personnel : régimes à prestations définies

	Indemnités de fin de carrière		Pensions (1)	
	2012	2011	2012	2011
Coûts des services rendus	2	(1)	(5)	(1)
Charges d'intérêt sur l'obligation	5	7	14	11
Rendement attendu des actifs du régime			(12)	(11)
Coûts des services passés		2		(1)
Charges nettes comptabilisées	7	8	(3)	(2)
Valeur actualisée des obligations	190	157	334	325
Juste valeur des actifs du régime			(266)	(277)
Coût des services passés non comptabilisés		(22)		2
Passifs nets comptabilisés	190	135	68	50

(1) Ces pensions sont gérées par des fonds indépendants de l'entreprise.

Variations des éléments du bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2012	2011	2012	2011
Au 1er janvier	135	144	50	55
Ecart de conversion			1	1
Virements de rubriques et autres				(6)
Changements de périmètre				
Changement de méthode comptable (1)	22		(2)	
Ecart actuariels affectés en capitaux propres	26	(17)	22	2
Charges comptabilisées	7	8	(3)	(2)
Au 31 décembre	190	135	68	50

(1) Application d'IAS 19 révisée au 1^{er} janvier 2012

Principales hypothèses actuarielles utilisées pour les indemnités de fin de carrière et médailles du travail

L'incidence des changements d'hypothèses évaluées à la clôture de l'exercice 2012 a été comptabilisée en autres produits et charges comptabilisés, en conformité avec la méthode comptable utilisée par le Groupe (IAS 19 révisée).

	2012	2011
Taux d'actualisation - IBoxx € Corporate A10 (a)	3,30 %	5,46 %
Table de survie	Insee 2006-2008	Insee 2006-2008
Age de départ à la retraite des cadres	65 ans	65 ans
Age de départ à la retraite des Etams et compagnons	63 ans	63 ans
Augmentation future des salaires	3,00%	4,00%

- (a) Une baisse de 0,5% du taux d'actualisation entrainerait une augmentation des engagements de 10 M€. Selon les principes comptables Groupe, cet écart actuariel serait comptabilisé en autres produits et charges comptabilisés.

Avantage en actions

En 2012, des options donnant droit à la souscription d'actions Bouygues nouvelles ont été attribuées par Bouygues à certains collaborateurs de Colas et de ses filiales. Le montant de cet avantage n'est pas significatif.

Note 20. Informations sur les parties liées

Identité des parties liées

Parties liées en amont :	Bouygues, ses filiales, participations et entreprises associées
Coentreprises :	Carrières Roy et diverses coentreprises non significatives
Entreprises associées :	Cofiroute, Tipco Asphalt, Mak et diverses entreprises associées non significatives
Autres parties liées :	Fondation Colas, diverses sociétés non consolidées

Détail des opérations avec des parties liées

	<i>Charges</i>		<i>Produits</i>		<i>Créances</i>		<i>Dettes</i>	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Parties liées en amont	54	56	83	114	31	50	211	17
Coentreprises	23	18	57	38	20	15	13	11
Entreprises associées	9	7	65	74	5	4	5	3
Autres parties liées	57	20	167	15	17	6	10	3
Total	143	101	372	241	73	75	239	34
Échéances à moins d'un 1 an					73	75	237	32
Échéances à plus d'un 1 an					-	-	2	2

Avantages accordés aux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les membres du comité de direction présents au 31 décembre.

En 2012, Il est composé de 6 membres : le Président Directeur Général et cinq salariés dont quatre Administrateurs salariés.

Rappel 2011 : il était composé de 7 membres (le Président Directeur Général et six salariés dont quatre Administrateurs salariés).

	2012	2011
Rémunérations directes	6,5	6,8
Avantages postérieurs à l'emploi	0,5	0,4
Jetons de présence	0,1	0,1
Avantages en actions	-	-
Total	7,1	7,3

Avantages postérieurs à l'emploi :

PDG : régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime avec un plafond égal à huit fois le plafond annuel de la Sécurité Sociale. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances.

Autres dirigeants : cotisations employeur dans le cadre d'un régime de retraite complémentaire à cotisations définies (4% de l'ensemble de la rémunération du collaborateur).

Avantages en actions : le montant de l'avantage lié à l'attribution en 2012 de titres Bouygues aux dirigeants, n'est pas significatif.

Jetons de présence

Le montant total des jetons de présence alloués aux Administrateurs en 2012 s'est élevé à 248.500 €.

Note 21. Honoraires des commissaires aux comptes

Nous communiquons ci-après les honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge du contrôle des comptes consolidés de Colas et des filiales faisant l'objet d'une intégration globale.

	Mazars		KPMG	
	2012	2011	2012	2011
Commissariat aux comptes et certification des comptes individuels et consolidés :				
Colas	0,2	0,2	0,2	0,2
Filiales	1,9	1,9	2,5	2,2
Missions accessoires				
Sous-total	2,1	2,1	2,7	2,4
Autres prestations : juridique, fiscal, social	0,1		0,7	0,7
Total	2,2	2,1	3,4	3,1

Note 22. Principaux taux de conversion

Convention : 1 euro = x unités monétaires locales

Pays	Unité monétaire	Cours 31/12/2012	Cours moyen 2012	Cours 31/12/2011	Cours moyen 2011
Europe					
Croatie	Kuna croate	7,5575	7,5261	7,5370	7,4492
Danemark	Couronne danoise	7,4610	7,4452	7,4342	7,4496
Grande-Bretagne	Livre sterling	0,8161	0,8119	0,8353	0,8713
Hongrie	Forint	292,30	288,21	314,58	280,67
Pologne	Zloty	4,0740	4,1677	4,4580	4,1380
République tchèque	Couronne tchèque	25,151	25,140	25,787	24,600
Roumanie	Nouveau Leu	4,4445	4,4574	4,3233	4,2399
Suisse	Franc suisse	1,2072	1,2044	1,2156	1,2318
Amérique du Nord					
Etats-Unis	Dollar US	1,3194	1,2932	1,2939	1,4000
Canada	Dollar canadien	1,3137	1,2906	1,3215	1,3805
Autres					
Australie	Dollar australien	1,2712	1,2447	1,2723	1,3435
Maroc	Dirham	11,1465	11,1001	11,1095	11,2605
Thaïlande	Baht	40,3470	40,0571	40,9910	42,7719

Note 23. Périmètre de consolidation

Evolution du périmètre de consolidation

Nombre de sociétés consolidées	2012	2011
Intégrations globales	502	528
Intégrations proportionnelles	97	86
Mises en équivalence	20	19
Total	619	633

Principales acquisitions de l'exercice :

France : Groupe Servant (acquis fin 2011, consolidé pour la 1^{ère} fois en 2012)

International : Pullman Rail (Grande-Bretagne), Dust A Side (Afrique du Sud), Groupe Claude Chagnon (Canada).

Principales cessions :

SCCF Iasi (Roumanie), Signalinea (Croatie), Thai Crushing Plant (Thaïlande).

Changement de méthode d'intégration :

Pas de changements significatifs.

Impact et comptabilisation des acquisitions de l'exercice

Nous communiquons ci-dessous les variations de périmètre de l'exercice présentées avant l'acquisition et après affectation des actifs et passifs identifiables aux différents postes du bilan.

Impact sur le bilan

	Valeurs avant l'acquisition	Affectation des écarts d'acquisition (a)	Juste valeur des éléments acquis	Affectation 2011 modifiée en 2012 (b)
Immobilisations corporelles	18	23	41	(20)
Immobilisations incorporelles				13
Goodwill		32	32	7
Participations dans sociétés associées	14	1	15	
Actifs courants	33		33	
Total des actifs	65	56	121	-
Capitaux propres	36	53	89	
Intérêts minoritaires				
Passifs d'impôts		3	3	
Autres passifs non courants	8		8	
Passifs courants	21		21	
Total des passifs	65	56	121	-
Impact sur le chiffre d'affaires	70			

(a) Affectation provisoire susceptible d'être modifiée dans le délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

(b) Modifications en 2012 (dans le délai d'un an) des affectations provisoires faites en 2011.

Le prix d'achat des sociétés consolidées acquises dans l'exercice s'élève à 43 millions d'euros auxquels s'ajoutent 46 millions d'euros d'achat de sociétés acquises en 2011 mais consolidées en 2012. La juste valeur des éléments acquis est de 89 millions d'euros et correspond au prix d'acquisition.

Liste des principales sociétés consolidées

Les sociétés mentionnées font l'objet d'une intégration globale sauf mention particulière (IP : intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence).

Sociétés	Siège social	% d'intérêt	
		2012	2011
France			
Colas Centre-Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Colas Ile-de-France-Normandie	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Colas Nord-Picardie	Villeneuve-d'Ascq (59)	99,9	99,9
Colas Est	Nancy (54)	99,9	99,9
Colas Rhône-Alpes-Auvergne	Lyon (69)	99,9	99,9
Colas Midi-Méditerranée	Aix-en-Provence (13)	99,9	99,9
Colas Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Aximum	Chatou (78)	99,9	99,9
Spac	Clichy (92)	99,9	99,9
Sacer Atlantique	Nantes (44)	99,9	99,9
Sacer Paris-Nord-Est	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Sacer Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Screg Ile-de-France-Normandie	Voisins-le-Bretonneux (78)	99,9	99,9
Screg Nord-Picardie	Villeneuve-d'Ascq (59)	99,9	99,9
Screg Est	Nancy (54)	99,9	99,9
Screg Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Smac	Boulogne-Billancourt (92)	99,9	99,9
Colas Rail	Maisons-Laffitte (78)	99,9	99,9
GTOI	Le Port - la Réunion	99,9	99,9
Colas Mayotte	Mamoudzou – Mayotte	100,0	100,0
Colas Martinique	Le Lamentin - Martinique	99,9	99,9
Gouyer	Le Lamentin – Martinique	99,9	99,9
Sogetra	Les Abymes - Guadeloupe	99,9	99,9
SBEG	Cayenne - Guyane	99,9	99,9
Carrières Roy (IP)	Saint-Varent (79)	49,9	49,9
Cofiroute (ME)	Sèvres (92)	16,7	16,7
Société de la Raffinerie de Dunkerque	Dunkerque (59)	100,0	100,0
Territoires d'Outre-mer			
Colas de Nouvelle-Calédonie	Nouméa – Nouvelle-Calédonie	99,7	99,7
Europe (hors France)			
Colas Gmbh	Gratkorn – Autriche	100,0	100,0
Colas Belgium	Bruxelles – Belgique	99,9	99,9
Cesta Varazdin	Varazdin – Croatie	100,0	100,0
Colas Danmark A/S	Virum – Danemark	100,0	100,0
Colas Ltd	Rowfant – Grande-Bretagne	100,0	100,0
Colas Hungaria	Budapest – Hongrie	100,0	100,0
Colas Polska	Sroda Wlkp – Pologne	100,0	100,0
Colas CZ	Praha – République tchèque	99,1	99,1
Colas Teoranta	Dublin – République d'Irlande	100,0	100,0
Colas SA	Lausanne – Suisse	99,2	99,2

Sociétés	Siège social	% d'intérêt	
		2012	2011
Amérique du Nord			
ColasCanada Inc.	Montréal – Québec – Canada	100,0	100,0
Colas Inc.	Morristown – New Jersey – États-Unis	100,0	100,0
Afrique – Océan Indien			
Colas Afrique	Cotonou – Bénin	100,0	100,0
Colas Djibouti	Djibouti – République de Djibouti	100,0	100,0
Colas Gabon	Libreville – Gabon	89,9	89,9
Colas Madagascar	Antananarivo – Madagascar	100,0	100,0
Colas (Maurice) Ltée	Petite rivière – Ile Maurice	100,0	100,0
Gamma Materials (IP)	Beau Bassin – Ile Maurice	49,9	49,9
Colas du Maroc	Casablanca – Maroc	100,0	100,0
Grands Travaux Routiers	Rabat – Maroc	67,9	67,7
Asie			
Wasco	Jakarta – Indonésie	55,1	55,1
Raycol Asphalt Co. Ltd (IP)	Rayong – Thaïlande	50,0	50,0
Thaï Slurry Seal Co. Ltd	Bangkok – Thaïlande	50,0	50,0
Tipco Asphalt (ME)	Bangkok – Thaïlande	32,1	32,1
Hincol (IP)	Mumbai – Inde	30,0	30,0
Colas Australia	Sydney – Australie	93,8	93,8